

Rosans, un village pris entre émotion et « réalisme »

Alors que l'accueil de deux familles de réfugiés dans ce bourg des Alpes semblait décidé, une pétition a circulé pour réclamer que la décision soit soumise à un référendum

ROSANS (HAUTES-ALPES) - envoyée spéciale

Comme à chaque automne, les troupeaux de moutons ont fait leur halte à Rosans. Une pause sur la route vers l'étable, en descendant des alpages. Quelques heures durant, en ce samedi 3 octobre, leurs clochettes sont venues troubler le silence des vieilles pierres de la cité médiévale. A mi-chemin entre Alpes et Provence, perché à plus d'une heure de Gap (la préfecture) dans le parc national des Baronnies Rosans et ses 520 habitants n'avaient pourtant pas besoin de ce branle-bas automnal. Depuis cet été, on s'agite et on y cause beaucoup dans les cafés ou sur la place du marché. L'accueil de réfugiés syriens a réveillé de vieilles querelles de clocher et mis à nu deux visions de la ruralité.

Une cafetière en fer-blanc noire par le feu du gaz, un pot de miel ambré « fait maison » en guise de sucre, Mathieu Dubois, apiculteur de son état, a réuni le noyau dur des citoyens engagés. Ils sont six, jeudi 1^{er} octobre, autour de sa table de bois, devant sa yourte. Educateur, autoentrepreneur, professionnels du tourisme, le petit groupe juge « impossible de rester les bras croisés quand des milliers de familles frappent aux portes de l'Europe, fuyant la guerre », résume Mathieu Dubois. S'ils affinent leur stratégie d'accueil aux premiers frimas, leur prise de conscience remonte à quelque temps déjà. Dès le début de l'été, l'apiculteur, qui n'en pouvait plus des images de souffrances diffusées en boucle à la télévision, a poussé les portes de l'ancien temple protestant du village où s'est installée la mairie avec une suggestion en forme d'interrogation : « Et si on les accueillait ? »

Josyane Olivier, alias madame le maire, et son adjoint, Jean-Jacques Ferrero, n'ont pas barguigné. Lors du précédent conseil municipal, les élus s'étaient eux aussi émus des naufrages successifs et de ces familles traînant leurs enfants sur les routes. « On se disait justement que la municipalité pouvait mettre à disposition deux des logements HLM inoccupés », propose alors Jean-Jacques Ferrero à Mathieu Dubois. L'affaire, en apparence, est vite conclue. Il faut dire qu'à Rosans, l'ac-

cueil reste gravé dans la pierre, comme ancré dans l'architecture sarrazine de ce village médiéval qui s'est pourtant défendu des siècles durant contre les invasions. En plus, on avait bien échangé. « L'affaire semblait donc entendue. Et puis... « ça nous est tombé dessus », lâche l'adjoint au maire.

Quoi donc ? Une pétition signée par 170 des 520 habitants, déposée en préfecture et envoyée en mairie. Ses signataires demandent l'organisation d'un référendum, parce que « dans cette histoire, personne ne nous demande notre avis, à nous », regrette Jean-Marie Boudon, à l'origine du collectif Respectez les Rosanais. « Sur les 50 personnes présentes à la réunion du 1^{er} août, il n'y en avait pas 10 d'ici. Et puis de toute manière, tout était décidé avant, regrette-t-il, or nous avons une voix à faire entendre. »

Pour cet ancien cadre de la BNP, les comptes sont vite faits : avec ses 33 % de foyers assujettis à l'impôt sur le revenu – contre 46,5 % de moyenne nationale –, la commune n'a pas les moyens d'aider de nouveaux venus. « L'applaudis à l'accueil, bien sûr ! Mais Rosans n'est pas un lieu adapté », poursuit M. Boudon. D'abord parce que le village n'en a pas les moyens et ensuite parce qu'on va fabriquer des malheureux. Il faut penser à ses familles, à leur avenir en France. Ici, ils ne trouveront jamais de travail. On va en faire des assistés. Regardez autour de vous. On est loin de tout et les emplois sont rares. »

« Règlement de comptes »

A Rosans, le revenu moyen par foyer est de 14 500 euros annuels contre 20 000 en moyenne dans le département, parce que les potentiels employeurs ne sont pas légion. Il y a bien le foyer pour handicapés et ses 70 salariés, les trois campings (dont deux privés), quelques chambres d'hôte et la municipalité. Mais c'est tout. Les cafés, eux, tournent avec leurs gérants. « Ici c'est comme partout, on ne s'en sort pas si on embauche. Parfois le midi, je refuse des clients au restaurant, parce que je ne pourrais pas les servir assez rapidement... Mais je préfère ça plutôt que crouler sous les charges », se plaint Michel Chauffour, le patron du bar-restaurant La Boule d'Or. M. Chauffour a signé la pétition et le revendiqué ; comme ses deux habitués, qui sirotent un verre au comptoir. Signer cette pétition, c'est leur façon d'être raisonnables, réalistes... »

Raymond Lecler, lui, a observé de loin cette frénésie estivale. « On nous téléphonait pour signer ! Vous vous rendez compte, s'étonne le retraité sexagénaire. Les gens d'ici ont l'impression que faire venir des Syriens n'est pas leur décision », ajoute même celui qui, aux municipales 2014, avait mené la liste d'opposition à l'actuelle maire, avec Jean-Marie Boudon en numéro deux. Dans leur camp, c'est un peu le désarroi. Le référendum ne verra jamais le jour...

Mais l'affaire s'est politisée. Le Front national, qui tient quelques places fortes plus bas dans la plaine, a exploité la demande, la rendant difficile à gérer par l'opposition rosannaise. D'autant que M. Lecler, qui se dit « gaulliste depuis toujours », ne met pas en avant les deux années où il a travaillé comme directeur de cabinet du maire frontiste de Marignane entre 1995 et 1997 – juste avant de s'installer à Rosans. Aux dernières municipales, M. Lecler n'a pas passé le premier tour, alors que M. Boudon obtenait, lui, 175 voix. Soit juste le nombre de signatures qu'il a au bas de sa pétition. « S'il n'y a pas de règlement de comptes politique derrière, alors je n'entends plus rien à la politique, lance un villageois... C'est l'opposition contre le pouvoir en place, voilà tout ! »

Pour Mathieu Dubois l'apiculteur et Carine Simo, autre citoyenne de Rosans, l'idée est plutôt rassurante. Car elle évite de conclure que leur ville serait une fabrique à « malheureux » ou à « assistés »... Théorie qu'ils réfutent tous deux. Jeudi 1^{er} octobre, Carine Simo approche

ses cageots de fruits du pressoir, pour « faire les jus ». Des pommes, des poires, des coings, par dizaines de kilos. « Beaucoup de fruits pourrissent sur les arbres. En me baladant dans les champs, je les repère. Ensuite je vérifie en mairie à qui appartient le lieu et je contacte les propriétaires. S'ils sont d'accord et s'ils n'ont pas l'intention de récolter, je cueille, sachant que 10 % leur reviendront sous forme de fruits frais ou de jus et que le reste sera vendu au profit de l'association. » Glaneuse de fruits, un nouveau métier ? Cette restauratrice en vieilles pierres réfléchit à transformer son activité associative en un nouveau métier qu'elle exercerait à la place de la maçonnerie.

« La nature nous offre tellement de ressources que beaucoup de métiers nouveaux sont à inventer, insiste Mathieu Dubois. Il serait peut-être temps de repenser un peu notre rapport au travail. Inventons des jobs au lieu de nous lamenter qu'il n'y en a pas. » Installé depuis quelques années dans les Hautes-Alpes, Mathieu Dubois vit de ses 250 ruches, imagine des confiseries et des miels innovants de pissenlit ou de châtaignier, qu'il vend sur Internet et les commerçants de la région. « Si on fait du retour de l'industrie un préalable pour accueillir des réfugiés, ils risquent d'attendre longtemps ! Il y a tellement de possibilité de dynamiser des territoires comme le nôtre, d'y vivre heureux avec une famille... », observe le jeune homme. Ceux qu'une partie du village qualifie d'« idéalistes », d'« alternatifs » voire de « babas cool », ont aussi fait les comptes.

« En cinq ans, l'école a perdu la moitié de ses effectifs, regrette Mathieu Dubois. Combien de temps gardera-t-elle ses deux classes ? » Avec la fermeture de la gendarmerie, en juin, ce sont encore cinq familles qui viennent de partir, et Rosans croise maintenant les doigts pour sa poste. « Autrefois on avait un boucher, un boulanger... maintenant on n'a plus qu'une petite épicerie », regrette Georges Vergely, le gérant du Café du Nord, qui n'a pas connu cette époque, mais l'a « entendue dix fois raconter par les vieux d'ici ». Heureusement qu'une agricultrice vient vendre ses fromages de chèvre le matin sur la place du marché !

Dans le quartier du Suquet, où les familles de harkis ont accédé à la propriété une fois quitté le camp provisoire où elles avaient été accueillies, le silence sur le sujet ressemble à un mot d'ordre général. Les quelques femmes qui descendent chaque soir s'asseoir devant l'église pour sentir la fraîcheur du lieu et bavarder comme le faisaient leurs parents dans le village de leur enfance, restent elles aussi muettes. « L'accueil des réfugiés a réveillé des douleurs bien enfouies », analyse Olivier Richaume, violoniste et comédien, installé là depuis une dizaine d'années.

« Justement, lance Mathieu Dubois, discutons ensemble de cette expérience pour ne pas reproduire les mêmes erreurs. » A Rosans, les harkis ont été accueillis, certes, mais ils sont longtemps restés dans leur camp d'accueil provisoire, en bas du village et la population les a acceptés doucement. Pour gagner du temps, Rosans prépare cette fois son accueil. Un Livre des merveilles est même en train de s'écrire. « Nous allons raconter ce qu'est le village ; le décrire avec ses atouts et ses points faibles. Dire que sa préfecture est éloignée, mais aussi qu'elle dispose d'un médecin présent et d'une école ! Nous y ajouterons tout ce que nous pouvons offrir, nous les citoyens, en termes d'hospitalité. Les cours de français langue étrangère auxquels une des enseignantes du village se forme déjà, les invitations à dîner et tout le reste », reprend Carine Simo. La liste est longue. Il ne restera plus qu'à trouver des réfugiés qui ont le goût de la terre et l'envie de tester la ruralité en version française. ■

MARYLINE BAUMARD



Ali et ses deux fils ont maintenant les clés d'un appartement meublé dans un HLM de Saint-Étienne. BENJAMIN BRETTE/IPS POUR ALE MONDE

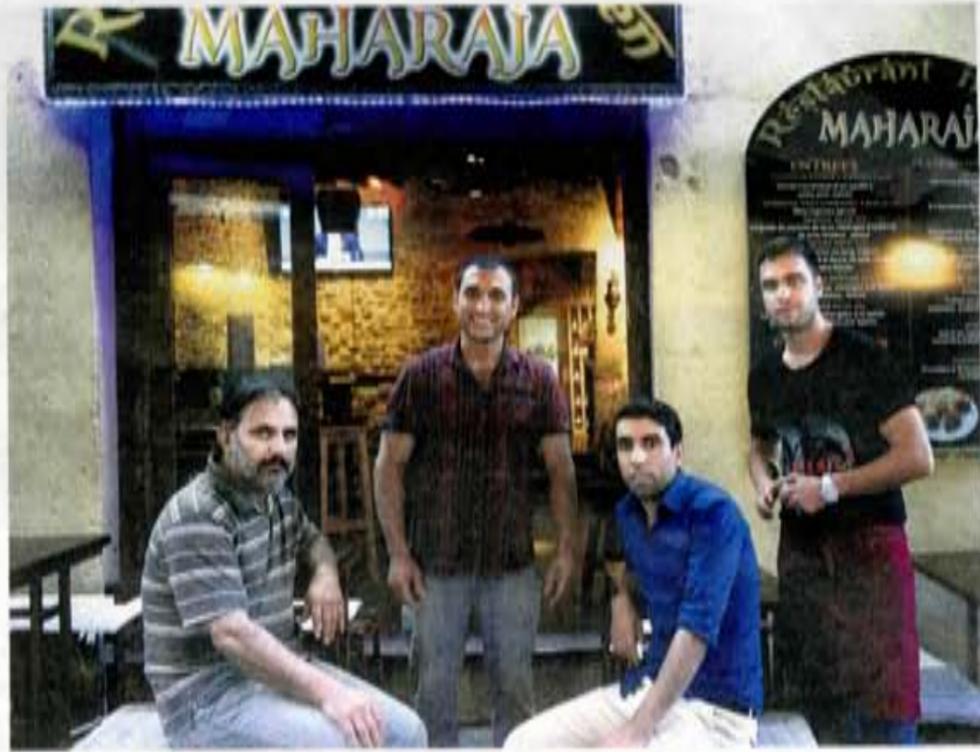


« Si on fait du retour de l'industrie un préalable pour accueillir des réfugiés, ils risquent d'attendre longtemps ! »

MATHIEU DUBOIS
apiculteur

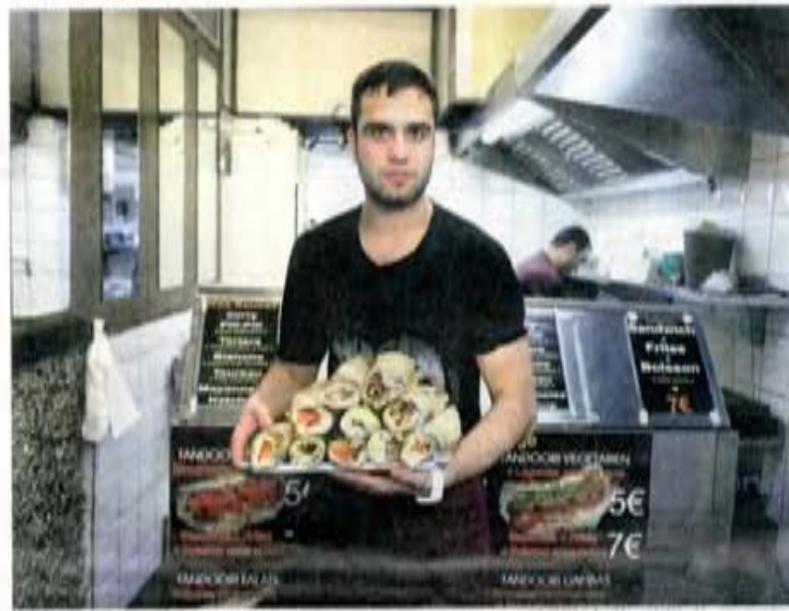
cueil reste gravé dans la pierre, comme ancré dans l'architecture sarrazine de ce village médiéval qui s'est pourtant défendu des siècles durant contre les invasions. En son temps, Raymond Hugues avait été ainsi le seul maire de France à se porter volontaire pour l'accueil de 28 familles de harkis. « Avant ça, on avait aussi reçu des réfugiés espagnols », ajoute M. Ferrero, fier de l'histoire du bourg qu'il habite depuis onze ans.

Le 1^{er} août, donc, un mois avant la diffusion de la photo d'Aylan – l'enfant syrien mort sur une plage grecque – qui a fait le tour du monde, et le branle-bas national, une première réunion est organisée au village et l'accueil de deux familles réfugiées décidé dans la foulée par le conseil municipal. « On trouvait que cela s'était bien passé, se rappelle Jean-Jacques Ferrero. On devait être une cinquantaine, un dixième de la population, pour un rendez-



Daoud Karimi (en chemise bleue) est le gérant du Maharaja, un restaurant indien de Montpellier. Il a connu Sergol, Mosam et Mika (ci-dessus) à Calais, d'où ces quatre Afghans ont été chassés en 2009.

NANDA GONZALEZ POUR « LE MONDE »



De la « jungle » de Calais à la douceur du Sud

En septembre 2009, 40 Afghans évacués du campement calaisien arrivaient à Nîmes. Six ans plus tard, la moitié d'entre eux sont restés dans la région. Ils ont trouvé du travail, appris à parler le français... et à apprécier leur terre d'accueil

MONTPELLIER • envoyée spéciale

Assis en terrasse, Daoud Karimi se régale d'un sandwich indien. « Il faut toujours tester ce qu'on vend... », lance dans un sourire le jeune gérant du Maharaja, entre deux bouchées de son déjeuner tardif. Il est 16 heures, ce vendredi 2 octobre : la vaisselle est terminée et il profite avant le service du soir de la douceur de vivre dans les petites rues du Montpellier historique.

À la même heure, à l'autre bout de la ville, Yonès Rahimi sort des cours. Pas de pause pour cet étudiant de 28 ans qui file travailler chez un camarade de classe. Yonès vient de s'inscrire en CAP d'électricité-climatisation, après avoir fait des stages en entreprise et compris qu'il aimerait cela. « Pour la pratique, ça va, je suis bien. Mais en revanche, j'aime travailler les leçons à plusieurs, que je sois sûr de tout comprendre », observe ce perfectionniste.

Daoud et Yonès se font doucement leur place dans la société française. Pourtant, le 23 septembre 2009, c'est inquiets et hagards que ces deux Afghans, alors âgés de 17 et 22 ans, débarquaient à Nîmes. Menottés ensemble depuis la veille, à peine nourris, ils venaient de parcourir 1 200 kilomètres depuis le nord de la France.

Le 22 septembre, les policiers les avaient réveillés à l'aube. La « jungle » de Calais, où ils dormaient, avait disparu en quelques heures sous les bulldozers. Eric Besson, alors ministre de l'identité nationale de Nicolas Sarkozy, pensait supprimer le problème calaisien en détruisant leur campement. Les 276 migrants qui vivaient là avaient été poussés dans des autocars aux destinations tenues secrètes. Yonès, Daoud et 38 autres Afghans avaient pris le car partant vers le centre de rétention administrative de Nîmes.

Après cinq jours d'enfermement, le juge les fait libérer pour vice de forme. Pour Yonès, qui se retrouve une nouvelle fois à la rue, c'est le déclic. Alors qu'il souhaitait, jusque-là rejoindre la Grande-Bretagne, il a un coup de foudre pour la France. « Il était minuit et à l'extérieur du centre, une foule nous attendait pour nous aider », se souvient-il. Yonès n'arrive pas à croire à cette mobilisation. Lui qui a passé un an sur les routes avoue avoir « senti à ce moment la capacité d'accueil que pouvait avoir la France ». Pour Daoud aussi, c'est une révélation, « alors qu'à Calais, depuis la "jungle", on se demandait toujours comment vivaient vraiment les Français ».

Six ans plus tard, Daoud et Yonès enchaînent encore les cartes de séjour annuelles, mais rêvent fort de nationalité française. Les 19 migrants venus avec eux qui ont choisi de rester dans le Sud ont aujourd'hui le sentiment d'être vraiment intégrés. Ils manient avec précision la langue française, l'écrivent, gagnent leur vie et... apprécient leur terre d'accueil. « Cette intégration tient à leur volonté, à leur travail acharné mais aussi à l'aide et au soutien qu'ils ont reçus », rappelle Youssef Charifi, documentariste afghan installé à Montpellier de longue date et soutien de la première heure.

« À leur arrivée, la Cimade [association qui aide les migrants partout en France] a géré la demande d'asile, et plus largement l'accompagnement juridique, avec un grand professionnalisme. La Fraternité protestante, le foyer Saint-François et la paroisse Sainte-Jeanne-d'Arc les ont logés, et l'évêché a même mis à disposition une maison deux années durant, pendant que les commerçants et les citoyens ont multiplié les dons », rappelle Salam Charar, lui aussi afghan et très impliqué dans l'accueil des migrants. « L'installation de cette aide dans le temps a été essentielle, car l'intégration est un long cheminement et s'il ne fallait pas les as-

sister trop longtemps, il ne fallait pas non plus les lâcher trop tôt », ajoute Youssef Charifi.

Salam Charar est physicien et a dirigé l'institut universitaire de technologie de Nîmes jusqu'en 2014. Youssef Charifi est producteur de documentaires. Ces deux Afghans, arrivés en France en 1967, ont représenté des maillons primordiaux du dispositif. « En 2001, on avait monté l'ADAM, l'Association des Afghans de Montpellier, avec deux autres amis. À l'arrivée des Calaisiens, on est très logiquement devenu traducteurs et on a assuré l'interface. » Leur enfance afghane a refait surface au point que, de

Quand Daoud avoue aimer le poisson bien cuisiné, et Yonès les fromages, d'autres la jouent plus franchouillards encore ! Najib s'essaye ainsi à la pétanque dans son village des Cévennes

fil en aiguille, ils sont un peu devenus des pères d'adoption. Aujourd'hui encore, ceux que Daoud et Yonès appellent leurs « oncles » gardent un œil attentif sur leurs protégés.

Tous deux, élevés dans le culte du diplôme, auraient aimé que Daoud termine son CAP de peintre décorateur, entamé après une année d'apprentissage du français en lycée. Daoud a préféré le contrat de travail qu'on lui proposait dans la restauration. « Parce que je savais que je m'intégrerais par le travail, je voulais gagner

ma vie rapidement pour prendre mon appartement », s'excuse-t-il, conscient d'avoir un peu déçu ses « oncles ». Yonès refait la route inverse et revient aujourd'hui vers les études après avoir « travaillé pour mettre de l'argent de côté », explique-t-il, conscient que son CAP sera un sésame pour un emploi qualifié, dans un secteur qui l'attire et recrute.

Six ans après leur arrivée en Languedoc-Roussillon, chacun des 19 Afghans semble avoir trouvé sa voie et apprécier une facette de la France. Quand Daoud avoue aimer le poisson bien cuisiné, et Yonès les fromages, d'autres la jouent plus franchouillards encore ! Najib, un autre « Afghan de Calais », s'essaye ainsi à la pétanque dans son village des Cévennes.

Autre exemple d'intégration réussie : Najib Nasary, qui aurait pu opter pour la culture des plantes aromatiques, a préféré la boulangerie et s'est installé à Soudorgues, au nord de Nîmes. Là, il pétrit et cuit chaque jour ses pains biologiques. Son CAP de boulanger en poche depuis un an, il fait déjà preuve d'une expertise suffisante du maniement des farines pour être accepté dans le club très fermé des « producteurs cévenols ». « Ils sont treize à travailler dans les métiers de bouche ou l'hôtellerie ; deux dans le bâtiment, un dans l'agriculture, un en supermarché... Sur les dix-neuf, deux n'ont pas un emploi stable, mais vivent de petits boulots », décompte Salam Charar, qui en profite pour rappeler que l'un d'eux a épousé une Française et que tous ont des amis français.

Parce que Daoud s'est intégré rapidement, il fait aujourd'hui travailler quatre de ses « frères » d'exil, dans son restaurant. À ses côtés, Sourgol Ahmadzai et Mossoum Tarakhil sont ainsi devenus experts en cuisson des brochettes et fabrication des pains indiens. Bientôt, cette génération 2009 aidera à son tour les nouveaux arrivants. ■

MARYLINE BAUMARD